



PRÉFET DES VOSGES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement

- 2 JUN 2022

Arrêté n° 498/2022/DREAL/UD88 du relatif au débit minimum biologique et au prélèvement de la société EGGER PANNEAUX & DECORS dans le cours d'eau de la Mortagne

Le Préfet des Vosges,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 214-18 et R. 214-1 ;
- Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhin-Meuse 2016-2021 ;
- Vu le décret du Président de la République du 28 octobre 2020 portant nomination de M. Yves SEGUY en qualité de Préfet de Vosges ;
- Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2358/2018 du 15 novembre 2018 ;
- Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 440/DREAL/UD88 du 30 juillet 2019 ;
- Vu le dossier communiqué par la société EGGER PANNEAUX & DECORS en date du 01 mars 2019 ;
- Vu l'avis de l'Office Français de la Biodiversité du 20 janvier 2020 sur ce dossier ;
- Vu les compléments apportés par la société EGGER PANNEAUX & DECORS en date du 29 octobre 2020 ;
- Vu le rapport de l'inspection de l'environnement (installations classées) en date du 11 avril 2022 ;
- Vu le projet d'arrêté préfectoral complémentaire transmis à la société EGGER PANNEAUX & DECORS en date du 12 mai 2022 ;

Considérant que le respect des prescriptions fixées ci-dessous est de nature à préserver les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que la société EGGER PANNEAUX & DECORS n'a pas émis d'observations au projet d'arrêté qui lui a été transmis le 12 mai 2022 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

Arrête

Article 1^{er} - Identification

La société EGGER PANNEAUX & DECORS, dont le siège social est situé Avenue d'Albret à Rion Des Landes Cedex 01 (40371), est autorisée à poursuivre l'exploitation de ses installations situées zone de Blanchifontaine à Rambervillers et Jeanménil, sous réserve du respect des prescriptions des actes antérieurs en vigueur modifiées et complétées par celles du présent arrêté.

Article 2 – Rubriques applicables et conformité au dossier déposé

En plus des rubriques fixées à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 440/DREAL/UD88 du 30 juillet 2019, l'installation est concernée par la rubrique définie à l'article R. 214-1 du Code de l'environnement suivante :

Numéro	Intitulé	Régime
3.1.2.0 – 2.	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0 ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : [...] 2. Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m	D

Les travaux de déplacement du point de prélèvement aux coordonnées fixées à l'article 4.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2358/2018 du 15 novembre 2018 et l'ouvrage attendant sont réalisés conformément aux éléments techniques communiqués par l'exploitant dans le dossier communiqué le 1^{er} mars 2019. En particulier les enrochements sont exclus, les berges du cours d'eau sont reconstitués à l'aide des matériaux d'origine.

Ces derniers se conforment également à l'arrêté ministériel du 28 novembre 2017 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.2.0 (2°) de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du Code de l'environnement.

Article 3 – Débit minimum biologique réservé

Le paragraphe cinq de l'article 4.2.1 de l'arrêté d'autorisation n° 2358/2018 du 15 novembre 2018 est remplacé par le paragraphe suivant :

« L'ouvrage de prélèvement dans la Mortagne comporte des dispositifs de coupure permettant d'arrêter le prélèvement de l'installation lorsque le débit du cours d'eau au niveau de l'ouvrage est inférieur au débit minimum biologique fixé à 270 l/s, ainsi que, le cas échéant, des dispositifs empêchant la pénétration du poisson dans les canaux d'amenée et de fuite. L'exploitant met en place les dispositifs permettant de mesurer ce débit. »

Article 4 - Le paragraphe six de l'article 4.2.1 de l'arrêté d'autorisation n° 2358/2018 du 15 novembre 2018 est supprimé.

Article 5 - Le secrétaire général de la Préfecture des Vosges et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société EGGER PANNEAUX & DÉCORS et dont copie sera adressée aux maires de Rambervillers et Jeanménil.

De plus, une autre copie de cet arrêté sera affichée aux mairies précitées pendant une durée minimale d'un mois et publiée sur le site internet de la préfecture des Vosges pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Épinal, le 2 JUIN 2022

Le Préfet,

Par délégation, le Sous-Prefet,
Secrétaire Général

David PERCHESON

Délais et voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.